

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/4086/Add.4  
16 avril 1959  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quatorzième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES :  
RESUME ET ANALYSE DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQES EN VERTU  
DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE. RAPPORT DU  
SECRETARE GENERAL

Territoires des Caraïbes et de l'Atlantique-Ouest

HONDURAS BRITANNIQUE<sup>1/</sup>

1/ En application de la résolution 1332 (XIII) de l'Assemblée générale, le présent résumé est également communiqué au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

NOTE : Les signes employés dans le présent document sont les suivants :

Points de suspension (...)

Pas de renseignements

Tiret ( - )

Néant ou négligeable

Barre oblique (1948/1949)

Campagne agricole ou exercice budgétaire

Trait d'union (1948-1949)

Moyenne annuelle

### RENSEIGNEMENT GENERAUX

Le Honduras britannique est situé en Amérique centrale sur la côte des Caraïbes; il est limité au nord par le Mexique, à l'ouest par le Mexique et le Guatemala et au sud par le Guatemala. Il a une superficie de 8.866 milles carrés, compte tenu des îlots désignés sous le nom de "cayes". Les précipitations varient beaucoup d'une année à l'autre, mais elles atteignent en moyenne 51 pouces par an dans le nord et 175 pouces dans l'extrême sud; la saison sèche commence en février et finit en mai. Le territoire a été parfois victime d'ouragans. Les noirs et les mûlatres forment la majeure partie de la population; viennent ensuite les Mayas (environ 17 pour 100) et les Caraïbes (à peu près 7 pour 100). Le territoire a pour capitale Belize où la population est la plus dense (38.000 habitants en 1956). Les principales langues sont l'anglais et l'espagnol.

### POPULATION

<u>1er juillet 1947</u>	<u>1er juillet 1953</u>	<u>1er juillet 1956</u>	<u>1er juillet 1957</u>
60.790	74.610	81.779	83.590

### Statistiques démographiques

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Taux de natalité (pour 1.000 habitants)	40,7	40,0	43,2
Taux de mortalité (pour 1.000 habitants)	17,3	11,0	11,1
Taux de mortalité infantile (pour 1.000 naissances vivantes)	120,1	87,4	92,4

### CONDITIONS ECONOMIQUES

D'une façon générale, l'économie des Antilles se caractérise par une concentration très grande sur un produit d'exportation. Le bois - et plus spécialement l'acajou - est pour le Honduras britannique ce que le sucre est pour les Antilles britanniques. L'industrie forestière constitue la principale activité économique et elle n'est que saisonnière; elle n'est habituellement possible que pendant les six premiers mois de l'année, lorsque le temps sec permet

l'abattage; toutefois, on procède à la saignée des sapotilliers pendant la saison des pluies car la pluie favorise l'écoulement du chiché. A elles deux, ces activités constituent la principale source d'emploi. L'agriculture et la pêche sont les autres activités importantes. L'industrie de la noix de coco décline depuis de nombreuses années. L'incertitude des marchés à amené les exploitants à négliger l'entretien des exploitations, ce qui a entraîné leur dépérissement. Les seules exploitations où l'on puisse relever une amélioration, sont celles qui ont été replantées dans le cadre des secours accordés à la suite de l'ouragan de 1956.

Au cours de ces dernières années toutefois l'agriculture s'est considérablement développée. La production de riz en particulier a augmenté, la moitié des quantités produites étant consommée sur place. Les industries des agrumes et du sucre sont maintenant solidement implantées et paraissent susceptibles de beaucoup se développer. On arrive déjà à produire un petit excédent exportable de maïs, et les efforts de certains exploitants privés semblent montrer que les possibilités ne sont pas épuisées. Les efforts de diversification remportent un succès de plus en plus grand, mais l'économie continue de dépendre de l'industrie forestière et les exportations de produits forestiers ont atteint des chiffres records en 1955.

Quand la livre sterling a été dévaluée en septembre 1949, le Honduras britannique a été le seul territoire du Royaume-Uni à conserver la valeur de sa monnaie, et la parité entre le dollar du Honduras britannique et celui des Etats-Unis d'Amérique a été maintenue. Mais le taux de change étant devenu défavorable, les investisseurs de la zone sterling ont réduit ou suspendu leurs investissements et le développement ainsi que la vie économiques du territoire se sont trouvés paralysés. Devant les effets défavorables de cette politique sur l'économie, on a dû renoncer à maintenir la valeur du dollar et le 31 décembre 1949 le dollar du Honduras britannique a été rattaché à la livre sterling au taux de 4 dollars pour 1 livre<sup>2/</sup>.

---

<sup>2/</sup> Le dollar du Honduras britannique (£BH) vaut 5 shillings (sterling) ou 0,70 dollar des Etats-Unis.

Dans l'ensemble l'économie s'est développée malgré quelques reculs, grâce surtout à l'impulsion donnée par la mise en oeuvre de projets de développement et aux dépenses faites au titre des lois du Royaume-Uni sur le développement et le bien-être des colonies. Bien que cette expansion n'ait pas été spectaculaire, elle s'est poursuivie régulièrement jusqu'en 1953 compris. Quoique les industries forestières aient beaucoup souffert du mauvais temps en 1954, les résultats obtenus par d'autres industries - dont certaines étaient naissantes et d'autres avaient connu une expansion récente - ont atténué les effets de cette situation sur l'ensemble de l'économie. Le pouvoir d'achat du public est resté élevé. Cette stabilité relative est en partie due aux nombreux plans de développement et de commercialisation dont l'exécution a été entreprise dans les années qui ont précédé 1954. En 1955, un ouragan désastreux a toutefois provoqué un nouveau recul. Les dégâts ont dépassé 4 millions de dollars. La récolte de maïs du district du nord qui était sur le point d'être moissonnée a été détruite. Les cocotiers, les arbres fruitiers et les produits maraîchers ont beaucoup souffert. Les cannes à sucre ont été très abîmées et les forêts ont été également touchées. La ville de Corozal a été détruite et un huitième environ du pays dévasté. La récession économique s'est poursuivie malgré l'accroissement des importations et des exportations, tandis que le déficit de la balance commerciale continuait d'augmenter, passant de 4.100.000 dollars en 1954 à environ 6.200.000 dollars en 1955 et 1956. Quoique le rapport de 1956 sur le commerce fasse état de quelques symptômes encourageants, le fait économique saillant de l'année est que le gouvernement n'a pu vivre plus longtemps avec le système de subventions limitées qui avait été introduit en 1952 et que le territoire a dû revenir au statut de territoire pleinement subventionné.

On continue maintenant de faire des efforts pour mettre en valeur les ressources naturelles et des crédits supplémentaires ont été accordés au titre du développement et du bien-être des colonies. Conformément à un accord pour un programme de coopération technique des Etats-Unis, signé à Washington en 1955, on prend les dispositions nécessaires pour recruter des spécialistes de la vulgarisation agricole, du logement et d'autres questions.

## AGRICULTURE ET ELEVAGE

Le développement de l'agriculture a été, dans le passé, influencé surtout par trois facteurs principaux : la grande importance économique et la grande ancienneté de l'industrie forestière, le système d'assolement dit "milpa" qui utilise la machete et le feu, et la dissémination des cultures qui n'existent guère que dans les régions côtières et au bord des rivières, enfin le fait que la durée des baux agricoles n'est en général que d'un an. Tout cela explique que l'agriculture ne soit pas encore solidement établie, et qu'il existe de vastes terres encore inexploitées. Dès 1952, on s'était pleinement rendu compte qu'avec la diminution rapide des ressources forestières, il était indispensable de développer l'agriculture pour soutenir l'économie du territoire.

Grâce à la mise en oeuvre de la seconde partie du plan de développement en 1952, les pouvoirs publics ont, pour la première fois, pu disposer de crédits suffisants pour entreprendre l'exécution d'un programme qui donne à l'agriculture des assises plus solides. Les plans qui ont été approuvés visent surtout à mettre sur pied l'organisation et les services indispensables à un développement ultérieur.

Les agrumes et les noix de coco sont surtout produits sur les petites exploitations. Les petits exploitants qui se livrent à ces cultures sont éparpillés dans les régions côtières et les "cayes". Les bananes sont produites par les petits agriculteurs, surtout pour la consommation locale. Le sucre de canne est cultivé sur les petits domaines et par de petits cultivateurs; la culture du maïs, du riz et des haricots rouges, est pratiquée sur toute l'étendue du territoire, généralement par de petits exploitants ainsi que par quelques grands propriétaires privés.

A la fin de 1957, les efforts croissants déployés en faveur de l'agriculture commençaient à donner de bons résultats. On a entrepris en 1956 le relèvement des industries et des régions dévastées par l'ouragan de 1955. Huit programmes sont mis en oeuvre à cet effet : trois d'entre eux prévoient l'octroi de subventions et de prêts aux producteurs de noix de coco, d'agrumes et de sucre. Deux autres programmes prévoient la création de porcheries et de fermes expérimentales communales, et un autre permettra de créer des pépinières pour remplacer les arbres fruitiers détruits par les grands vents.

En 1954, on a pris des mesures positives pour relever l'industrie du sucre dans les districts du nord. Les vieilles machines ont été rénovées et de nouvelles

machines commandées. Un contingent d'exportation garanti de 5.000 tonnes a été obtenu lors de la réunion de l'Association du sucre du Commonwealth à la fin de 1953. On a confirmé en novembre 1956 que le Honduras britannique continuerait à bénéficier d'un contingent général d'exportation pouvant atteindre 25.000 tonnes, aux clauses et conditions de l'accord du Commonwealth sur le sucre, à condition qu'au moment où se dérouleraient les conversations du Commonwealth sur le sucre, en 1959, le territoire dispose des terres, de la main-d'oeuvre et des crédits nécessaires et qu'il ait commandé le matériel d'usine voulu pour produire le sucre nécessaire à d'aussi importantes exportations. La superficie cultivée en sucre a à peu près triplé au cours de la période considérée.

Un office de vente organisé sous l'égide du gouvernement a pour mission principale d'acheter des récoltes sélectionnées à des prix garantis, d'assurer la transformation et l'entreposage de ces produits et de les vendre soit localement, soit à l'étranger. En outre, l'office met à la disposition des exploitants des installations de séchage et de battage moyennant un prix très faible et leur consent des prêts. L'office a contribué à accroître la production agricole dans une plus grande mesure que ne le laisserait supposer le volume de ses achats, car une importante partie des récoltes est conservée par les petits exploitants pour leur propre consommation. Un débouché assuré et des prix minimums pour certaines récoltes encouragent les exploitants à augmenter leur production. Les commerçants sont forcés soit d'offrir aux exploitants des prix plus élevés que ceux de l'office soit d'acheter leurs produits à cet organisme, qui revend ce qu'il a acheté à des prix calculés de manière à couvrir le prix d'achat et les frais.

A la suite du rapport d'une commission d'enquête sur les agrumes et de conversations qui ont eu lieu à Londres en 1955 entre une délégation des Caraïbes britanniques et le Ministère des colonies, on a pris une importante mesure pour continuer à développer l'industrie des agrumes. Un accord de commercialisation de trois ans a été signé à cette époque en vue d'assurer la stabilité de cette industrie pendant les trois prochaines saisons par la création d'un fonds garantissant des prix minimums aux planteurs et un bénéfice minimum aux transformateurs. Cela devrait de plus avoir pour résultat de stabiliser l'emploi dans la Stann Creek Valley où la culture des agrumes est maintenant concentrée. Durant la période considérée la surface cultivée en agrumes a sextuplé pour atteindre 8.400 acres en 1957.

Un Colonial Development and Welfare scheme du cacao progresse lentement, mais des entreprises commerciales ont commencé de le produire sur une vaste échelle et exploitent 2.000 à 3.000 acres. La Société coloniale de développement a produit aussi du cacao sur une petite partie de sa plantation d'agrumes, et selon les indications reçues la qualité des premières quantités livrées est très bonne.

La production de riz a pris de l'importance; elle est passée de 640.000 livres en 1953 à un peu plus de 1.400.000 livres en 1957. Cinquante pour cent au moins de la récolte de riz créole sont gardés par les exploitants pour leur consommation. En 1954, au moyen de crédits pour le développement et le bien-être des colonies, on a lancé un projet pilote pour déterminer s'il était possible de produire du riz en grosse quantité en mécanisant sa culture; ce projet a donné de bons résultats en 1957. Le riz, le maïs et les haricots sont les trois principales plantes actuellement cultivées, et une grande partie de la production est achetée par l'office de vente. La valeur des récoltes de ces produits s'est élevée à 322.000 dollars en 1956.

#### Principales cultures

	<u>Production</u>			<u>Superficie (acres)</u>		
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Maïs (tonnes fortes)	...	785 <sup>a/</sup>	560.191 <sup>b/</sup>	12.450	15.500	15.000
Riz (milliers de livres)	...	546 <sup>c/</sup>	1.311	2.460	2.200	2.300
Noix de coco (milliers)	3.394	1.425 <sup>a/</sup>	431	6.550	7.700	7.700
Tubercules	...	...	...	2.000	...	1.500
Bananes et bananes plantains (nombre de régimes)	...	27.166	45.139 <sup>a/</sup>	3.300	500 <sup>d/</sup>	700
Agrumes (en milliers de livres)	6.000 <sup>a/</sup>	9.347	35.088	1.700	3.939	8.400
Sucre de canne (tonnes longues)	1.239	2.626	7.824 <sup>e/</sup>	1.750	2.750	6.500 <sup>e/</sup>

a/ Exportation.

b/ En milliers de livres.

c/ Acheté par l'office de vente.

d/ Bananes seulement.

e/ 1957.

### Elevage

A l'heure actuelle, les difficultés que soulève la création d'une industrie de l'élevage saine sont dues surtout à un certain nombre de causes : la population ne se rend pas très bien compte des normes à atteindre pour faire de l'élevage avec succès; les bons pâturages font défaut, de même que les capitaux nécessaires pour les créer et les enclore, le défrichage est onéreux et l'on manque de bons sujets reproducteurs pour améliorer les troupeaux. En 1951, on signalait que 32 gros propriétaires détenaient 50 pour 100 du bétail. La production de viande est très insuffisante et il n'y a pas d'industrie laitière locale. La Central Farm Foundation sélectionne des troupeaux pour faire la démonstration de méthodes perfectionnées, fournir des sujets améliorés et faire des essais d'amélioration des pâturages et de l'alimentation. En 1956, un crédit de 135.000 dollars a été ouvert pour favoriser le développement de l'industrie des bovins par l'octroi de subventions pour diverses améliorations telles que l'importation de reproducteurs. Les subventions ont été limitées à 50 pour 100 du prix rendu chez l'éleveur, avec un plafond de 3.000 dollars par éleveur. Les débuts ont été encourageants et des crédits supplémentaires ont été demandés.

### Elevage

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u> <sup>a/</sup>
Bovins	16.650	15.644	20.000
Porcins	11.300	20.000	22.000
Chevaux	4.200	3.500	1.700
Volailles	68.700	90.200	...

a/ Estimations.

### FORETS.

L'excellente qualité et la valeur des produits forestiers, abondants et variés, et le fait que ces produits pouvaient être aisément transportés vers le littoral sur les nombreux cours d'eau, ont été les raisons essentielles de la colonisation britannique initiale. L'industrie forestière demeure aujourd'hui la principale ressource du Honduras britannique.

On estime que 46 pour 100 environ de la superficie totale du pays (8.867 milles carrés) se prêtent particulièrement bien à la sylviculture. Sur cette superficie 1.390 milles carrés environ appartiennent à des particuliers et 1.767 milles carrés sont constitués par des réserves forestières et le reste est constitué par des terres de la Couronne, qui conviendraient pour des réserves forestières. Environ 50 pour 100 des réserves forestières peuvent actuellement être considérées comme se prêtant à l'exploitation; les autres se trouvent dans des régions de montagne difficiles à atteindre, mais cette situation se modifie à mesure que des routes d'accès se développent.

Les principales ressources, à savoir l'acajou et le cèdre, en grumes et en sciages, les sciages de pin et le chiclé sont toutes surexploitées à l'heure actuelle. Il est certain que la production de bois de pin devra diminuer très sensiblement au cours des cinq prochaines années. Il est plus difficile d'apprécier la situation en ce qui concerne les réserves d'acajou. Un inventaire des ressources en bois a été dressé en 1956 dans les zones de forêts domaniales les plus importantes à l'aide de crédits pour le développement et le bien-être des colonies. Grâce à de nouveaux levés photographiques aériens entrepris en 1955, on a beaucoup fait pour l'établissement d'un régime d'exploitation à rendement régulier en délivrant des permis forestiers de longue durée prévoyant un maximum fixe de production annuelle pour l'acajou, le cèdre et les bois durs divers.

L'industrie forestière a été organisée en vue de la production par des particuliers et par des sociétés. L'exportation absorbe la majeure partie de la production annuelle et les besoins de la population sont entièrement satisfaits par la production locale. Il existe trente scieries, qui sont toutes aux mains de propriétaires privés.

Les exportations d'acajou ont atteint en 1957 le chiffre sans précédent de 1.500.000 pieds cubes; en 1947, elles avaient été de 800.000 pieds cubes; cette augmentation est due en partie au fonctionnement de plusieurs petites scieries nouvelles et au fait que le principal concessionnaire public a entrepris l'exploitation à plein rendement depuis 1955. En revanche, les exportations de bois de pin ont très fortement décliné à partir de 1953. On attribue cette diminution à l'incertitude sur la possibilité d'aliéner les pinèdes du littoral méridional, ce qui a empêché que de nouvelles superficies ne soient mises en exploitation sous forme de concessions. D'autre part, la plus importante des sociétés qui opèrent dans cette région n'a pu, par suite de pluies précoces, construire une route satisfaisante pour desservir ses principales aires d'exploitation.

Le chicle est un produit de base pour la fabrication de chewing gum. La crown gum est extraite elle aussi de la sève des arbres de la famille des sapotacées. Ces deux produits sont recueillis à la saison des pluies par des entrepreneurs privés, les chicleros, qui produisent de 500 à 2.000 livres de chicle à chaque campagne. Les marchés les plus importants sont ceux du Canada et des Etats-Unis d'Amérique. Les exportations, qui ont diminué, s'établissent à 154 tonnes fortes.

En 1948, un programme de régénération et de reboisement des forêts, d'une durée de huit ans, bénéficiant d'une subvention de 200.000 dollars prélevée sur les crédits pour le développement et le bien-être des colonies a été adopté et mis immédiatement à exécution. A la fin de 1957, les progrès réalisés dans l'application de ce programme faisaient bien augurer de la prospérité future du commerce du bois.

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a envoyé dans le territoire, en 1952, une mission du bois qui a souligné, dans son rapport, la nécessité d'améliorer les méthodes de sciage et de séchage du bois et de classer les bois destinés à l'exportation. Elle a en outre recommandé de développer la production de bois de calaba (arbre de Santa Maria) en vue de l'exportation. Cette recommandation est actuellement mise en application : les exportations sont passées de 1.600 pieds cubes en 1952 à 139.000 board feet en 1955.

Pour la production et la commercialisation des produits forestiers, une assistance technique a été fournie par l'Administration américaine de coopération internationale en 1955 et par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Le premier forestier autochtone a terminé ses études à Chypre et il est revenu au Honduras britannique en 1955. Deux autres forestiers du territoire recevaient une formation professionnelle en 1956.

Exportations de produits forestiers  
(en milliers de pieds cubes et en milliers de dollars du  
Honduras britannique)

	1947		1953		1956	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Acajou :						
Grumes )		522	251	739	53	147
Sciages)	810	1.090	5.480	1.409	1.303	2.260
Sciages de pins	...	157	10.672	1.774	1.163	1.198
Chicle (tonnes)	634	1.311	390	834	282	...

## PECHE

Les eaux côtières contiennent des poissons tropicaux très divers. Il y a une abondance de sérioles, de scombres et de bien d'autres poissons pour la pêche d'agrément.

Les ressources en poissons comestibles sont assez importantes pour satisfaire les besoins du territoire et pour alimenter un commerce d'exportation beaucoup plus développé qu'il ne l'est à l'heure actuelle. De 1953 à 1956, le nombre des pêcheurs professionnels, évalué à 400 pêcheurs à temps plein et à 200 pêcheurs à temps partiel est resté relativement stable; 250 d'entre eux pêchaient aussi la langouste; la pêche à la langouste n'est pratiquée que pendant la période autorisée de juillet à mars. Entre 1953 et 1956, le nombre des bateaux de pêche a doublé, et il est maintenant de 400 environ. Il existe quelques bateaux à moteur (hors-bord ou intérieur), mais ils sont surtout utilisés pour livrer le poisson et les langoustes aux marchés locaux et aux exportateurs. La plupart des pêcheurs travaillent à leur compte, soit isolément, soit en groupe, et ils vendent leurs prises directement au public ou aux exportateurs. Quelques-uns sont salariés.

Le gouvernement gère un entrepôt frigorifique d'une capacité modeste, mais sans installation de congélation. La principale société exportatrice est contrôlée par des capitaux américains; elle a des installations de congélation d'une capacité de 25 tonnes qu'elle met à la disposition des pêcheurs. Dans cette usine, 90 pour 100 des langoustes pêchées sont traitées en vue de l'exportation. La moitié du capital investi dans l'industrie langoustière provient des Etats-Unis et l'autre moitié est d'origine locale. Les négociants en langoustes consentent aux pêcheurs, pour leur permettre de payer leurs bateaux, leurs moteurs, leurs appareils frigorifiques et leur équipement en général, des avances en espèces remboursables par déduction sur le produit de leurs ventes.

Un fonctionnaire du Service des pêcheries, nommé en 1950, est principalement chargé d'améliorer les méthodes de pêche et de salaison, l'équipement des pêcheurs et leur statut. Une fondation privée a fourni une embarcation à ce fonctionnaire et les dépenses occasionnées par le service des pêcheries sont couvertes grâce à une subvention accordée au titre du développement et du bien-être des colonies.

Exportations des produits de la pêche  
 (en tonnes longues et en dollars du Honduras britannique)

	<u>1951</u>		<u>1953</u>		<u>1956</u>	
	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u>
Coquillages	260	16	8.375	1.237	16.298	1.927
Poisson séché et salé	25.081	3.530	28.883	5.206	56.090	11.797
Poisson frais	25.037	3.397	62.696	16.204	33.536	5.086
Homards	177.289	30.543	157.988	78.307	159.559	124.802
Crevettes	...	...	2.275	1.500	...	...

ENERGIE

Le gouvernement fournit l'énergie électrique, à Belize, par l'intermédiaire d'un Office de l'électricité. La demande d'électricité a augmenté régulièrement. Le gouvernement a été, de ce fait, amené à décider, en 1954, la construction d'une nouvelle centrale en béton armé située aux abords de la capitale. L'Office de l'électricité a été habilité à emprunter des fonds pour l'exécution de ce projet, qui a été achevée en 1956, et à d'autres fins encore. Plusieurs villes exploitent de petites centrales par l'intermédiaire de leur Conseil municipal. On comptait 2.500 usagers en 1947 et 3.200 en 1953.

INDUSTRIE

L'industrie la plus importante est le sciage du bois; la création de petites industries progresse lentement. Exception faite de la sucrerie et d'une usine de traitement des agrumes, il n'existe pas de grandes usines. Il y a plusieurs constructeurs de bateaux, et l'un d'eux exporte en petit nombre des bateaux à voile et à moteur; quelques entreprises produisent des huiles alimentaires, du savon, des meubles, des portes et des fenêtres, et des chaussures pour le marché local.

Le Département du développement social gère un centre de formation artisanal et un centre de vente.

La Colonial Development Corporation a construit à Belize, en 1953, un hôtel qui est maintenant exploité par une société des Etats-Unis en vertu d'un contrat de gérance.

Des négociations sont en cours en vue de la création d'une usine de pâte de bois et de papier qui serait alimentée par les forêts de pin de la plaine côtière méridionale, et en vue de l'installation d'une usine de contreplaqué utilisant des bois durs. Des capitalistes des Etats-Unis s'intéressent à ces projets.

## TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Dans la première phase du plan de développement, on avait donné la priorité à la construction de routes, qui a absorbé environ 74 pour 100 des crédits disponibles. En 1954, la réalisation du programme de constructions routières était fort avancée; on avait notamment achevé plusieurs nouvelles routes principales et environ 100 milles de routes de raccordement. Cela a permis un accroissement de l'activité agricole et a incité à continuer de donner, de 1957 à 1960, la priorité aux routes, aux ponts et aux autres voies de communication. Toutefois, en raison de la charge budgétaire élevée qu'impose chaque année l'entretien des routes, le gouvernement a décidé que normalement on ne construirait que des routes de raccordement menant à des régions pouvant devenir productives et susceptibles d'être mises en valeur, ou traversant de telles régions. La construction du Humming Bird Highway, long d'environ 32 milles, et de ses nombreux ponts, a été entreprise en 1944 et terminée en avril 1954; elle a été financée grâce à une subvention accordée au titre de la loi sur le développement et le bien-être des colonies. La création de services réguliers d'autobus, qui a suivi la construction de la nouvelle route, a beaucoup contribué à ouvrir le territoire à une mise en valeur plus poussée.

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Routes principales et routes de raccordement (milles)	265	400	418
Routes secondaires (milles)	154	162	162
Nombre de véhicules à moteur	386	852	1.013

Il existe un aéroport international (Stanley Field) à neuf milles environ de Belize. En 1956, cinq compagnies de transport aérien, soit deux de plus qu'en 1947, assuraient des services réguliers. Il y a en outre un aéroport municipal et quinze pistes secondaires pouvant être utilisées par des avions légers, mais elles sont dépourvues d'installations de service au sol. Une filiale des British West Indies Airlines assure les liaisons aériennes intérieures avec les principaux chefs-lieux de district et les terrains d'aviation éloignés établis près des chantiers d'abattage. Le gouvernement a négocié avec cette société un accord qui garantit pendant un certain temps, un service de liaisons aériennes intérieures suffisantes. Les services aériens intérieurs ont transporté 3.431 voyageurs en 1956 et 2.722 en 1957.

Trafic aérien (services internationaux)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Voyageurs	...	5.621	10.876 a/
Arrivées	...	2.204	4.572
Départs	...	2.417	4.782
Fret (milliers de livres) :			
Entrées	...	69 b/	877
Sorties	...	140 b/	...
Mouvements d'aéronefs :	2.602	1.952	3.208 a/
Arrivées	...	976	1.444
Départs	...	976	1.444

a/ 1957.

b/ Tonnes métriques.

Belize est le port principal. Il n'existe ni bassins, ni quais ou appontements en eau profonde. Les marchandises sont transportées des navires au rivage, ou inversement, dans de grands chalands ou allèges tirés par de petits remorqueurs à moteur diesel ou à essence. En 1956, il y avait sept sociétés de navigation à vapeur (contre deux en 1947) qui assuraient des liaisons régulières entre le territoire d'une part, et l'Europe, la Jamaïque, les ports du nord et du sud-est des Etats-Unis et le Royaume-Uni d'autre part. Des appontements en eau profonde sont jugés nécessaires pour faire face au volume actuel des échanges et des crédits sont prévus pour leur construction dans le Plan de développement pour 1955-1960.

Navires entrés, tonnage, marchandises

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Nombre de navires :			
A vapeur )		559	539
A voiles )	935	910	1.199
Tonnage (milliers de tonnes) :			
Entrées )		258	311
Sorties )	190	...	302
Marchandises déchargées (milliers de tonnes)	...	...	248
Marchandises embarquées	...	...	168

En 1956, un ingénieur consultant s'est rendu au Honduras britannique à la demande du gouvernement pour donner des avis sur des projets visant à remplacer le réseau téléphonique vétuste de Belize par un réseau moderne desservant aussi les divers districts. Le gouvernement étudie actuellement le rapport de cet ingénieur.

Le service téléphonique à magnéto de Belize, installé il y a quelque 20 ans, fonctionne actuellement au maximum. Le nombre des abonnés au téléphone est passé de 565 en 1947 à 863 en 1956. Il existe des liaisons radio-télégraphiques non automatiques pour les communications intérieures et extérieures.

#### FINANCES PUBLIQUES

Pour faire face aux dépenses de secours et de reconstruction occasionnées par l'ouragan de 1931, le Royaume-Uni a accordé un prêt très important au Honduras britannique. Il a d'autre part versé chaque année, jusqu'en 1950, des subventions pour aider le territoire à couvrir ses dépenses d'administration, de manière à assurer l'équilibre du budget. Ces subventions ont entraîné, pour le Royaume-Uni, le droit d'exercer un contrôle minutieux sur les finances du territoire.

On a réalisé le maximum d'économies et les recettes ont été accrues. Les droits d'entrée perçus sur des articles tels que la bière, le tabac et l'essence ont été relevés ainsi que les taxes à l'exportation sur les grumes et sciages de pin, le tabac et le rhum. Les recettes ont atteint leur chiffre le plus élevé en 1953, année pour laquelle il y a eu un excédent budgétaire de 250.000 dollars. Néanmoins, la situation financière est devenue défavorable et un déficit considérable est apparu en 1956. En conséquence, le Honduras britannique a dû revenir au statut de territoire pleinement subventionné, afin que le gouvernement puisse continuer à faire fonctionner ses services de façon satisfaisante.

Recettes et dépenses  
 (en milliers de dollars du Honduras britannique)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Recettes ordinaires	2.506	4.005	4.770
Dépenses ordinaires	2.909	5.528	5.584
Principales sources de recettes :			
Droits de douane	1.227	1.881	2.339
Impôts intérieurs	639	1.262	1.576
Activités productrices de recettes (postes, téléphone, télégraphe, électricité)	226	308	197
Subventions	...	207 a/	1.250 a/
Développement et bien-être des colonies	435	1.458	1.973
Principaux postes de dépenses :			
Administration	1.381	1.879	3.041
Services sociaux, enseignement, santé publique, protection sociale	476	936	1.323
Activités productrices de recettes (postes, téléphone, télégraphe, électricité)	244	192	265
Travaux publics	154	248	239 b/
Fonds pour le développement et le bien-être des colonies	433	1.474	1.741

a/ Subventions spéciales du Royaume-Uni.

b/ Dépenses extraordinaires.

Financement du développement

Il convient de noter que pendant la période allant de 1948 à 1953, le gouvernement a emprunté 837.000 dollars pour le développement. Le territoire a pris conscience de l'importance de ses propres efforts pour assurer son développement comme le montre le fait que 50 pour 100 de cette somme ont été souscrits localement. Il existe un Office du développement, composé de personnes représentant divers intérêts, une Banque de crédit agricole, dont le capital initial a été fourni au titre de la loi sur le développement et le bien-être des colonies, et une Commission des concessions, qui examine les demandes que les milieux d'affaires présentent touchant des mesures propres à favoriser le développement et concernant l'impôt sur le revenu et les droits de douane.

Pour préparer le plan de développement initial, on est parti de l'hypothèse que la quasi-totalité des crédits nécessaires serait fournie soit par des fonds accordés au titre du développement et du bien-être des colonies soit par des emprunts placés sur le marché de Londres ou ailleurs.

Bien que de bons résultats aient été obtenus au début de la mise en oeuvre du troisième plan de développement (1952-1956), la majeure partie des travaux n'était pas encore terminée en mars 1956, mais on comptait que de grands progrès seraient réalisés entre 1957 et 1960. On donne la priorité en ce moment au développement de la sylviculture et de l'agriculture, ainsi qu'à la construction de routes, de ponts et d'autres moyens de communications qui rendront possible ce développement. Un nouveau crédit de 500.000 livres sterling a été accordé en 1957 au titre du développement et du bien-être des colonies pour faciliter l'exécution plus rapide de ces projets.

De 1945 à 1956, le Honduras britannique a bénéficié de 2.250.000 livres sterling de crédits. A la fin de 1954, cent projets représentant une dépense totale de 2.190.000 livres sterling avaient été approuvés. En outre, le territoire a bénéficié de subventions diverses se montant à environ 575.000 livres sterling pour l'exécution d'autres projets.

#### BANQUES ET CREDIT

Deux banques commerciales, la deuxième créée en 1949, et la Caisse d'épargne du gouvernement, qui a une succursale dans chaque district, suffisent, en général, aux besoins bancaires du Honduras britannique. La Caisse de crédit agricole, financée au moyen de fonds fournis au titre du développement et du bien-être des colonies, consent des prêts agricoles. Le montant total des prêts non remboursés consentis par la Caisse dont le capital est de 500.000 dollars s'élevait à la fin de 1957 à 350.000 dollars.

#### Caisses d'épargne du gouvernement

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Nombre de caisses	6	5	5
Nombre de déposants	7.348	9.268	9.197
Montant des dépôts (en milliers de dollars du Honduras britannique)	1.740	1.991	2.070

COMMERCE INTERNATIONAL

La valeur des exportations et des importations a augmenté au cours de la période considérée, sauf en 1949. Le ralentissement des échanges internationaux en 1949 a été dû à une période de sécheresse et, surtout à la dévaluation de la livre sterling. A la suite de la dévaluation du dollar du Honduras britannique, le commerce d'exportation a repris rapidement. Les exportations de bois de pin, notamment, ont considérablement augmenté et représentaient, en 1956, 26 pour 100 de la valeur totale des exportations. En 1954, les exportations de produits forestiers représentaient 71 pour 100 du total des exportations. Les exportations de produits agricoles venaient en second rang, représentant 25 pour 100 du total.

Importations et exportations  
 (en milliers de dollars du Honduras britannique)

	<u>1947</u>	<u>1953</u> a/	<u>1956</u>
Importations	8.656	11.767	15.851
Exportations a/	6.143	7.500	9.973
Principales importations :			
Machines	...	939	2.161 b/
Articles en métal	...	787	1.125
Véhicules à moteur	218	109	570
Farine, lait, graisses	510 c/	1.889	2.025
Textiles et produits dérivés	570	990	1.241
Combustibles	...	1.116	1.369
Principales exportations :			
Agrumes	417	849	2.343
Bois d'oeuvre, bois en grumes	1.247 d/	4.242	3.775
Chiclé	1.670	834	583
Sucre	...	126	298
Homards	...	78	125

a/ Y compris les réexportations. Depuis janvier 1953, les importations et exportations ont été groupées conformément à la classification-type pour le commerce international.

b/ Y compris le matériel électrique.

c/ Farine seulement.

d/ Bois d'oeuvre seulement.

Courants commerciaux  
 (en pourcentage du total)

	<u>Destination des exportations</u>		
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Royaume-Uni	...	30,0	37,1
Etats-Unis d'Amérique	...	27,3	24,8
Mexique	...	4,3	14,4
Jamaïque	...	22,4	12,5
Autres pays	...	16,0	11,2
	<u>Provenance des importations</u>		
Royaume-Uni	...	34,6	30,9
Etats-Unis d'Amérique	...	30,3	40,3
Trinité	...	6,3	8,3
Autres pays	...	28,8	20,5

CONDITIONS SOCIALES

Les habitants des diverses races vivant mêlés les uns aux autres, il n'y a pas de problème racial dans le territoire. En conséquence, il n'existe pas de loi protégeant les habitants contre la discrimination. La femme jouit des mêmes droits que l'homme, sauf qu'elle ne peut être juré.

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Dans l'ensemble, les relations professionnelles se sont améliorées au cours de la période considérée. Depuis quelques années, le Service du travail attache une importance croissante à la conciliation et au règlement des conflits et encourage les employeurs et les travailleurs à pratiquer la négociation collective. Le Service veille également à l'application des lois relatives aux conditions de travail, rassemble des données statistiques sur l'emploi et le coût de la vie, conseille les travailleurs qui désirent constituer des syndicats et tient un registre des chômeurs, auxquels il procure du travail. En 1955, le Service du travail a entrepris une étude générale de la législation du travail en vue de la mettre à jour.

### Conditions de l'emploi

L'emploi au Honduras britannique dépend, dans une grande mesure, d'industries saisonnières. Il se produit d'une région à l'autre un mouvement constant de travailleurs à la recherche d'un emploi dans les exploitations agricoles ou forestières et, du fait que la prospérité dans ces deux domaines dépend des conditions atmosphériques, la structure de l'emploi varie d'une année à l'autre. Le chômage et le sous-emploi saisonniers caractérisent donc les conditions de l'emploi. Lorsque les conditions atmosphériques ne permettent pas d'entreprendre de grands travaux dans l'un ou l'autre des deux principaux domaines d'activité, le chômage atteint des proportions alarmantes.

En 1946, plus des deux tiers des cultivateurs travaillaient pour leur propre compte : un quart de la population active s'adonnait donc à la culture. Le reste était constitué par des salariés travaillant dans les plantations ou les exploitations forestières, ou dans les industries secondaires et les services. En 1955, on signalait que cette répartition n'avait guère changé depuis 1946. Les statistiques de l'emploi sont imprécises et incomplètes, les données ayant été fournies volontairement par les employeurs.

Les forêts et l'agriculture sont, dans cet ordre, les principales sources d'emploi privées et occupaient, en 1956, 2.300 travailleurs. Venaient ensuite les industries manufacturières et les industries de réparation, qui employaient cette même année 1.500 ouvriers. Des travailleurs migrants font des travaux saisonniers au Guatemala et au Mexique et jusqu'en 1955 étaient également employés aux Etats-Unis, au titre du West Indian farming labour scheme; en 1955 les derniers travailleurs du Honduras britannique ont été rapatriés des Etats-Unis.

En général, la semaine de travail est de quarante-huit heures.

Il existe des lois relatives aux conflits du travail et à l'arbitrage, à la constitution et à l'enregistrement des syndicats, aux salaires minima, au travail des femmes, des jeunes gens et des enfants et aux conditions de sécurité et de travail dans les usines en général.

Nombre de salariés

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Secteur primaire	4.041	3.471	...
Secteur secondaire	1.589	2.175	...
Services	695	2.670	...
Agriculture, élevage	...	...	917
Forêts :			
Abattage	...	...	816
Gemmage des sapotilliers	...	...	705
Industries manufacturières et industries de réparation	...	...	2.875
Services publics	...	...	977
Commerce de détail			) 1.724
Transports et communications			

Salaires

	<u>1947</u> (Dollars)	<u>1953</u> (Dollars)	<u>1957</u> (Dollars)
Travailleurs agricoles :			
Abattage <u>a/</u>	20-23	28	30-40
Agriculture <u>b/</u>	1,00	2,50	2,50
Noix de coco <u>b/</u>	1,00	1,25-1,75	1,25-1,75
Traitement du poisson <u>c/</u>	...	6-14	15
Menuisiers <u>b/</u>	2,25-3,80	2,78-3,82	3,10-4,70

a/ Salaire mensuel, auquel s'ajoutent des rations alimentaires d'une valeur de 2 dollars 50 par semaine.

b/ Salaire journalier.

c/ Salaire hebdomadaire.

Organisations syndicales

Au cours de la période considérée, le nombre des syndicats enregistrés est passé de trois à six, en 1956. En 1952, le nombre des ouvriers syndiqués s'élevait à environ 9.500, soit 40 pour 100 de la main-d'oeuvre. En 1956, le plus important syndicat du Honduras britannique la General Workers Union, qui comptait environ 12.000 membres, s'est scindé en deux et a donné naissance à un nouveau syndicat la Christian Democratic Union.

Le système de négociation collective se développe. La General Workers Union a négocié des accords avec le plus important employeur de l'industrie du bois. Aux termes de ces accords, l'employeur reconnaît le syndicat et le droit des travailleurs de s'y affilier. Les accords prévoient également la nomination de délégués syndicaux et le droit pour les représentants du syndicat de pénétrer, dans certaines conditions, dans les locaux de l'employeur. Ces accords ont marqué une nouvelle ère des relations professionnelles dans l'industrie du bois.

Le gouvernement exige que toute personne à laquelle est délivré un permis d'exploitation forestière reconnaisse le droit pour les travailleurs d'organiser des syndicats légitimes et le droit, pour ceux qui constituent des syndicats, de pénétrer dans les chantiers et les scieries pour s'occuper des questions syndicales. Les contrats passés avec les entreprises de travaux publics contiennent des clauses identiques, ainsi qu'une disposition assurant aux travailleurs de ces entreprises un salaire et des conditions de travail au moins égaux à ceux des employés des services publics.

Deux fonctionnaires du Service du travail ont été envoyés au Royaume-Uni pour y faire un stage au Ministère du travail. Un conseiller du Royaume-Uni, spécialiste des questions de main-d'oeuvre, a été détaché dans le territoire au titre du programme pour le développement et le bien-être des colonies afin de conseiller le gouvernement sur toutes les questions relatives au travail et aux syndicats et de travailler à une amélioration des relations professionnelles. En outre, cinq dirigeants de syndicats ont été envoyés à la Barbade et à la Jamaïque pour y suivre des cours de formation en matière syndicale. En 1955, l'Organización Regional Interamericana de Trabajadores (ORIT) a organisé un cycle d'études à l'intention des membres du General Workers Union, seul syndicat du Honduras britannique qui soit membre de l'Organización. L'enseignement a porté sur la comptabilité des syndicats, la législation du travail et le système de négociation collective.

Syndicats

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Nombre d'organisations	3	3	6
Nombre d'adhérents	2.446	11.034	...

Formation professionnelle

Le gouvernement met en oeuvre un programme de formation d'apprentis dans certains de ses services (télécommunications, travaux publics, imprimerie et levés topographiques par exemple). Un comité de l'apprentissage, qui a fonctionné en 1955 et 1956, a préparé un projet d'ordonnance prévoyant un système régulier d'apprentissage. Cette question était à l'étude à la fin de 1957.

Un certain nombre d'habitants du territoire sont envoyés à l'étranger pour y recevoir une formation dans les domaines de l'agriculture et de la sylviculture et dans d'autres domaines techniques, tels que le dessin industriel et la mécanique. En dehors de l'appui financier qui lui est fourni par le gouvernement, ce programme bénéficie d'une assistance des Nations Unies et de l'Administration américaine de coopération internationale et reçoit des subventions au titre du développement et du bien-être des colonies.

SOCIETES COOPERATIVES

Un nouveau Département a été créé en 1954 pour encourager, organiser et surveiller toutes les coopératives. Ce Département financé par une subvention accordée au titre du développement et du bien-être des colonies, assume les fonctions autrefois exercées par le Département du service social. La première Fédération de sociétés mutuelles de crédit qui compte 20 sociétés affiliées a été enregistrée en 1956. Elle est elle-même affiliée à la Credit Union National Association of the United States.

Nombre et effectifs des coopératives

	<u>Nombre de sociétés</u>			<u>Nombre de membres</u>			<u>Capital social</u> (en milliers de dollars du Honduras britannique)		
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Mutuelles de crédit	...	22	32	...	4.559	7.522	...	186	326
Coopératives de vente	...	6	6	...	...	530	...	...	2
Coopératives de consommation	...	4	3	...	923	607	...	33	29
Caisses d'épargnes diverses	...	41	44	...	1.554	2.100	...	3	7

## NIVEAU DE VIE

Le Département du travail établit l'indice du coût de la vie d'après le budget de 100 familles qui disposaient d'un revenu de moins de 15 dollars par semaine en 1942. On a reconnu que l'indice actuel ne reflète pas exactement l'évolution des prix et un expert de l'Organisation internationale du Travail devait se rendre dans le territoire en 1957 pour y procéder à une révision de l'indice et à une enquête sur le coût de la vie. En 1953, le contrôle des prix de nombreux articles a été aboli. Un an plus tard, les seuls articles dont les prix étaient encore soumis au contrôle étaient : le bétail, les porcins, la viande fraîche (boeuf et porc), les produits dérivés du pétrole, le riz, le sucre et l'amidon de manioc. L'indice s'établissait à 259 au mois de mai, époque à laquelle les mesures de contrôle ont commencé à être abolies. Il avait fléchi à 255 au mois de mars de l'année suivante. Entre 1953 et 1957, les prix des denrées alimentaires essentielles telles que le pain, la farine, le riz et la viande, sont restés à peu près stables, tandis que les prix d'autres denrées, telles que le poisson frais, augmentaient.

### Indice du coût de la vie (septembre 1939 = 100)

Décembre 1947	Décembre 1953	Décembre 1957
206	256	258

## AMENAGEMENT DES CAMPAGNES, URBANISME ET HABITAT

La crise du logement est aiguë. Les besoins annuels en nouveaux logements découlant d'un accroissement naturel de la population de 2.000 habitants par an, s'ajoutant aux besoins qui se font depuis longtemps sentir, font ressortir la nécessité de construire immédiatement 1.000 nouvelles maisons dans les régions urbaines. Sauf pour la région nord du territoire, qui a été dévastée par des ouragans en 1955, les besoins des régions rurales n'ont pas été évalués. En ce qui concerne la région du nord, une enquête a révélé la nécessité de construire 1.200 nouvelles maisons dans les régions rurales et 400 dans les régions urbaines. On évalue à 100 le nombre de maisons actuellement construites chaque année. La situation à Belize est

particulièrement critique, en raison de l'afflux constant d'habitants des régions rurales qui abandonnent leurs terres pour rechercher une occupation plus lucrative. On manque de terrains pour la construction d'immeubles d'habitation et il faudrait, au prix de dépenses très élevées, assécher les terres marécageuses qui se trouvent en bordure de la ville. Le gouvernement exécute à Belize, aussi rapidement que ses ressources le lui permettent, un programme de logement fondé sur le principe de l'aide à l'effort personnel et qui prévoit la construction de 16 maisons en béton comportant chacune trois chambres à coucher. Treize maisons à loyer modéré, comportant deux chambres à coucher chacune, ont été construites au titre d'un programme d'élimination des taudis. Un projet, également fondé sur le principe de l'aide à l'effort personnel, est actuellement en voie d'exécution pour la reconstruction du district de Corozal. On construit actuellement à l'intention des victimes de l'ouragan, avec la participation des intéressés et selon un système de contrats et de prêts remboursables en 20 ans, environ 400 habitations à bon marché. Une trentaine d'autres, destinées aux vieillards et aux indigents, sont également en cours de construction. Le Service du logement, de l'urbanisme et de l'aménagement des campagnes est chargé de l'exécution de ces projets. En 1955, ce Service a mis en oeuvre, à titre expérimental et avec le concours d'un groupe de techniciens de l'administration de coopération internationale, un projet d'aide à l'effort personnel. La politique du gouvernement vise à encourager un plus grand nombre de personnes, notamment dans la classe ouvrière, à devenir propriétaires de leur maison. A cet effet, le gouvernement envisage de créer une banque de prêts à la construction.

#### SECURITE SOCIALE

Il n'existe pas de système d'assurance sociale. On donne comme raisons qui s'opposent à l'institution d'un tel système le faible niveau du revenu national, l'incapacité de la population de contribuer à un fonds d'assurance par suite du bas niveau de l'activité économique, le chômage continu et le fait qu'un grand nombre de personnes ne sont pas salariées. Une loi sur les accidents du travail entrée en vigueur en 1948 et applicable aussi aux travailleurs agricoles oblige les employeurs à indemniser les ouvriers frappés d'incapacité à la suite d'un accident du travail.

En vertu d'une ordonnance de 1957, les accidents du travail et les maladies professionnelles doivent être signalés. Diverses sociétés privées assurent contre ces risques; cependant, bien que la majorité des employeurs soient couverts, l'assurance n'est pas obligatoire. Les réclamations sont généralement réglées par accord mutuel, souvent par l'intermédiaire du Département du travail. Les indemnités versées se sont élevées à 4.800 dollars pour 228 accidents en 1951 et à 7.400 dollars pour 291 accidents en 1955.

#### PROTECTION SOCIALE

Le gouvernement n'accorde ni pension de vieillesse ni secours en cas de maladie. L'assistance publique aux vieillards et aux indigents incombe à un comité de secours à domicile dirigé par le fonctionnaire chargé du développement social. L'allocation officielle, qui était de 75 cents en 1947, est aujourd'hui de un dollar par semaine. Dans certains cas particuliers, elle peut s'élever à 2 dollars. L'Armée du salut entretient, grâce à une subvention gouvernementale de 900 dollars par an, un asile qui procure un abri et des boissons chaudes aux hommes âgés et sans ressources. Des associations mutuelles versent des prestations de maladie et de décès à leurs membres. Les activités sociales se limitent à l'assistance aux familles par la section locale de la Croix-Rouge britannique et à l'assistance publique. Les dépenses au titre de cette dernière se sont élevées à environ 48.000 dollars en 1957, contre un peu plus de 30.000 dollars en 1947.

#### Développement communautaire

Diverses formes de développement communautaire ont été encouragées depuis quelques années sous l'influence des instituteurs ruraux, des missionnaires et de services officiels tels que le Département de l'agriculture, le Département des coopératives et le Département du développement social. Les travaux dans ce domaine se font surtout par l'intermédiaire de fonctionnaires locaux travaillant à des projets particuliers intéressant le logement, l'agriculture, la santé publique, l'enseignement et le développement social.

En 1956, on a nommé au Département du développement social un fonctionnaire chargé du développement communautaire qui a pour tâche essentielle d'encourager la formation de comités de village et de les aider à mettre en oeuvre des programmes et des projets communautaires. Ces comités doivent constituer dans les villages les principaux organismes de coordination pour tous les programmes des pouvoirs publics. Quarante-quatre comités étaient en fonction en 1957. La même année une conférence a été organisée dans le cadre d'un programme intensif d'orientation.

#### PREVENTION DU CRIME ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Le nombre de délits, qui a diminué de 1947 à 1953, s'est sensiblement accru entre 1952 et 1953 et a de nouveau fléchi en 1955. On a noté une légère recrudescence de la criminalité en 1956 mais elle n'a cependant pas atteint le niveau de 1953. La prison centrale est située à Belize et les femmes et les hommes y sont logés dans des quartiers séparés. Les délinquants primaires sont détenus séparément dans une prison ouverte du type sécurité minimum. Pendant leurs loisirs, les prisonniers se livrent à des travaux artisanaux. Les sommes provenant de la vente des articles qu'ils fabriquent sont soit versées à leur crédit pour l'achat d'articles divers (cigarettes par exemple), soit versées à la Caisse d'épargne, soit remises à leur famille. Un comité de sept membres désignés par le Gouverneur est chargé des services d'aide postpénitentiaire. Le nombre quotidien moyen des détenus était 166,9 en 1954 et 151,6 en 1956.

#### Statistiques de la criminalité<sup>a/</sup>

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Crimes et délits contre les personnes	204	379	473
Crimes et délits contre les biens	694	1.491	1.671
Autres délits réprimés par le code pénal	39	90	17

a/ Crimes et délits signalés à la police ou découverts par elle.

### Délinquance juvénile

Les délits commis par des mineurs sont le plus fréquemment des délits contre les biens sans violence. Le gouvernement assure le fonctionnement de la Listowel Boys' Training School, établissement de formation professionnelle pour jeunes gens qui est administré par l'Armée du salut, laquelle en fournit le personnel qualifié. Semblable aux établissements prévus pour les délinquants primaires, c'est une institution de sécurité minimum destinée à donner une formation aux délinquants pour lesquels les services de probation, dont deux délégués sont chargés, n'ont pas donné les résultats escomptés. La capacité de l'école n'est pas suffisante pour répondre aux besoins. En effet, en 1953, 257 mineurs ont été inculpés, contre 177 en 1947. Parmi eux, se trouvent beaucoup de récidivistes qui, s'il y avait eu de la place, auraient été envoyés à l'école. On a envisagé sérieusement la construction de nouveaux bâtiments afin d'accroître la capacité de l'établissement, mais le problème du financement semble actuellement insurmontable. On pense toutefois créer une institution distincte destinée aux plus jeunes et aux plus âgés des mineurs délinquants qui sont envoyés à la Listowel School. La plupart des garçons d'âge scolaire suivent des cours d'enseignement normal; ceux qui ont dépassé cet âge suivent des cours de menuiserie, de fabrication de meubles et d'agriculture. L'aide postpénitentiaire est confiée au Département du développement social.

### Infractions commises par les mineurs délinquants

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Outrages aux autorités	...	...	44
Crimes et délits contre les personnes	11	27	16
Crimes et délits contre les biens	70	146	70
Contraventions aux règlements locaux	113 <sup>a/</sup>	84	18

a/ Autres infractions.

### SANTE PUBLIQUE

En 1947, le paludisme était la cause principale de décès. Un millier de tuberculeux étaient en traitement dans les hôpitaux, soit 20 pour 100 de tous les malades hospitalisés. En 1949, on a entrepris, avec l'assistance financière du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, un programme de lutte contre les moustiques

dans le cadre duquel des pulvérisations devaient être effectuées deux fois par an dans presque toutes les maisons du territoire. L'efficacité de ce programme a été démontrée par les résultats d'une enquête sur le paludisme qui a fait ressortir une diminution de 80 pour 100 du nombre de malades entre 1949 et 1953. Cette année-là, une loi a rendu obligatoires les pulvérisations, et en 1957 le programme a été transformé en campagne d'éradication du paludisme. Il y a eu 354 cas de paludisme en 1957, légèrement plus qu'en 1956, sans doute en raison de l'intensification du dépistage.

Le gouvernement entretient à Belize un grand hôpital général auquel a été ajoutée en 1955 une salle de 57 lits construite avec l'aide de fonds accordés au titre du développement et du bien-être des colonies. De plus, chacun des cinq centres administratifs possède un petit hôpital. Le prix de la journée d'hospitalisation varie de 25 cents à 3 dollars, mais les personnes qui ne disposent pas de ressources suffisantes sont soignées gratuitement. Les services médicaux et sanitaires touchent maintenant la population tout entière; des hôpitaux et des services sanitaires fonctionnent dans chaque chef-lieu de district, et des dispensaires ruraux, dont neuf ont été construits depuis 1948, sont installés dans des lieux choisis pour offrir les meilleures conditions d'accès. On pense que plus on disposera d'infirmières qualifiées (qui ne sont pas assez nombreuses actuellement) plus on pourra augmenter le nombre de dispensaires. Un crédit de 200.000 dollars a été provisoirement réservé dans le troisième plan de développement pour la période 1955-1960, pour construire et équiper deux nouveaux hôpitaux. Les centres sanitaires ruraux ayant fait leurs preuves, le plan prévoit également qu'une somme de 50.800 dollars sera affectée à la construction de trois nouveaux centres.

Le fléchissement régulier du taux brut de mortalité et du taux de mortalité infantile indique aussi que, dans l'ensemble, l'état sanitaire de la population s'améliore. Il y a eu évidemment de temps en temps des épidémies, et les cas de malnutrition ne sont pas rares parmi la population. En 1952, le gouvernement a institué un comité chargé d'étudier le problème de la malnutrition et les moyens d'accroître la productivité de la main-d'oeuvre; par la suite une enquête sur les habitudes diététiques des travailleurs a révélé que le régime alimentaire du travailleur moyen manque manifestement d'aliments de protection, de légumes et de fruits.

Au cours de la période considérée, on a exécuté avec succès plusieurs programmes de lutte contre les maladies endémiques et les épidémies. C'est ainsi qu'on a procédé à une campagne contre l'ankylostome et les autres helminthiases. L'utilisation de la chloromycétine a permis de réduire de 23,4 pour 100 en 1951 à 2,04 pour 100 en 1952 le taux de la mortalité due à la fièvre typhoïde. Le nombre de cas de fièvre typhoïde signalés est tombé de 113,9 pour 100.000 habitants en 1953 à 20,8 en 1956.

Une campagne générale de vaccination par le BCG et de vaccination contre la fièvre jaune a commencé en 1953. A l'occasion de la campagne antituberculeuse on a procédé aussi à l'examen de tous les enfants qui entraient à l'école ou qui en sortaient. On a ajouté récemment un laboratoire antituberculeux à l'hôpital général de Belize et on a ajouté un pavillon de 20 lits au centre antituberculeux, ce qui porte sa capacité à 55 lits. Le dispensaire antituberculeux de la capitale a été réorganisé et on envisage de créer des centres analogues à Stann Creek et à Corozal. Des infirmières de la santé publique soignent les malades non hospitalisés atteints de tuberculose pulmonaire. Le nombre de cas signalés est tombé de 107 en 1953 à 38 en 1956.

Pour tenter de lutter contre la malnutrition des enfants, le Département de la santé a mis sur pied en 1950 un programme d'alimentation avec la collaboration d'organisations bénévoles locales et de la Croix-Rouge, et avec l'assistance financière du FISE. Du lait, de la margarine, des capsules d'huile de foie de morue et des repas chauds sont servis à des enfants sélectionnés. Un rapport indique qu'en 1953-1954, 4.000 écoliers sous-alimentés ont bénéficié de ces repas et collations. Le nombre des bénéficiaires s'élevait à 9.675 en 1956.

D'autre part, on examine la vue des élèves et on leur prescrit le port de lunettes, le cas échéant. Les lunettes dont ont besoin les enfants nécessiteux sont payées par le fonds de bienfaisance officiel. Des soins dentaires sont donnés aussi aux écoliers dans chaque chef-lieu de district. Les travailleurs de la Croix-Rouge britannique qui participent à ces activités générales ont demandé que 500 enfants subissent un examen médical complet. Près de 2.800 enfants ont bénéficié de ces services en 1956.

Les services d'hygiène maternelle et infantile se sont encore développés en 1956 car on a inclus quelques communautés isolées dans l'itinéraire des

dispensaires mobiles. Ceux-ci étaient au nombre de 54 en 1955 contre 17 en 1954. En 1957, on avait entrepris un projet de construction de quatre dispensaires doubles pour le traitement des maladies générales et pour les soins dentaires, grâce à une subvention au titre du développement et du bien-être des colonies. A Corozal, on a inauguré un nouvel hôpital de vingt-cinq lits pour remplacer celui qui avait été détruit par l'ouragan de 1955, et on construisait dans le centre de la ville un centre sanitaire comprenant un dispensaire et des services de consultations externes. On dresse les plans d'un nouvel hôpital psychiatrique d'une centaine de lits.

Belize a grand besoin d'un système de tout-à-l'égout moderne, et une commission s'occupe actuellement de la question. La ville est alimentée en eau potable par des puits situés dans la chaîne des Pins et par l'eau de pluie recueillie sur les toits. Il n'y a pas de système public de distribution de l'eau par pression. Puisque la construction d'un réseau de tout-à-l'égout dépend de l'établissement préalable d'un système d'approvisionnement en eau, on s'attache à établir un tel système et des crédits ont été ouverts à cette fin. Les plans de reconstruction de Corozal prévoient l'alimentation en eau de chaque maison et la construction d'un système de tout-à-l'égout.

D'une manière générale, on manque de personnel et notamment d'infirmières qualifiées. La formation de base des infirmières et des sages-femmes est assurée sur place, mais elle n'est pas pleinement agréée par le General Nursing Council of England and Wales. Les habitants du Honduras britannique sont admis au collège universitaire des Antilles qui est le centre régional pour la formation des médecins. L'hôpital de l'université permet de former de nombreuses catégories de personnel médical auxiliaire : techniciens de laboratoire, radiologues, pharmaciens, infirmières et sages-femmes.

Les dépenses afférentes à la santé publique, qui s'élevaient à 221.618 dollars en 1947, avaient un peu plus que doublé en 1956.

Personnel médical et sanitaire des services publics

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Médecins immatriculés	9	11	13
Médecins diplômés	...	...	...
Dentistes	5	...	...
Infirmières	70	86	81
Sages-femmes	135 <sup>a/</sup>	...	...
Inspecteurs sanitaires	11	12	12

a/ 1952.

	<u>Formations sanitaires</u>			<u>Nombre de lits</u>		
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Hôpitaux généraux	6	6	6	163	244	290
Dispensaires <sup>a/</sup>	...	...	...	...	...	...
Groupes mobiles	...	...	...	...	...	...
Formations spécialisées :						
Centre antituberculeux	...	1	...	...	...	55
Centre antivénérien	...	1	...	...	...	...
Hôpital psychiatrique	...	1	...	...	...	100
Léproserie	...	1	...	...	...	...

a/ Il y a des dispensaires ruraux administrés par les pouvoirs publics et par des missions religieuses.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

La mise en oeuvre de la politique de l'enseignement est confiée à un Conseil de l'enseignement nommé par le Gouverneur. La scolarité est obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 14 ans qui habitent à distance raisonnable d'une école. Les écoles primaires et secondaires sont ouvertes à tous les élèves sans distinction de race ni de situation sociale. Toute école primaire dirigée par un instituteur certifié et accueillant au moins 15 élèves par jour peut demander une subvention du gouvernement si elle est agréée par le Conseil de l'enseignement. A l'exception de deux écoles qui sont entretenues par le gouvernement, tous les établissements d'enseignement primaire subventionnés relèvent d'organisations religieuses. Il y a aussi des écoles primaires confessionnelles libres qui ne sont pas subventionnées.

Les établissements subventionnés sont tenus d'accepter un certain nombre d'élèves nécessiteux, mais ils peuvent exiger un droit de scolarité très faible; en fait peu d'élèves le paient. Le programme est fondé sur celui des écoles élémentaires britanniques et l'enseignement est donné en anglais. Il y a des écoles sur l'ensemble du territoire, mais étant donné que la population est inégalement répartie, il a fallu ouvrir un grand nombre d'écoles, petites et peu économiques. L'existence de quatre langues principales (anglais, espagnol, maya et caraïbe) ajoute encore aux difficultés.

A l'exception du collège technique de Belize, tout l'enseignement secondaire relève d'organisations religieuses qui financent et dirigent cinq établissements secondaires agréés. Les élèves du second degré sont âgés de 13 à 18 ans et l'enseignement est fondé sur le programme prescrit pour les examens locaux de l'Université de Cambridge. Beaucoup d'élèves se présentent cependant au Cambridge Senior Certificate. Le droit de scolarité est de 65 à 100 dollars par an.

La première promotion, composée de 15 étudiants qui ont suivi avec succès un cycle de deux ans, est sortie en 1956 de l'Ecole normale de l'Etat, créée en 1954. Trois autres étudiants ont achevé un cycle analogue dans une école normale privée. Il y avait 37 étudiants normaliens en 1957 et 8 enseignants avaient achevé ou étaient sur le point d'achever leur formation pédagogique au Royaume-Uni, au Collège universitaire des Antilles ou encore à Porto-Rico dans le cadre du plan de formation professionnelle pour les Caraïbes de l'Administration américaine de coopération internationale.

Le barème des traitements du personnel enseignant a été relevé d'environ 15 pour 100 en 1956.

Le gouvernement subventionne le Collège universitaire des Antilles et accorde plusieurs bourses pour des études au Collège universitaire ou dans d'autres établissements d'enseignement supérieur à l'étranger. Des bourses sont octroyées également par des entreprises privées. En 1954, 18 étudiants faisaient des études supérieures à l'étranger grâce à des bourses accordées par le gouvernement local ou par le gouvernement métropolitain.

#### Enseignement technique

Le Collège technique de Belize, fondé en 1952, donne des cours techniques dans la journée et le soir. On y enseigne le travail des métaux et du bois, le dessin

industriel et la mécanique aux garçons et, depuis 1955, la cuisine et les travaux d'aiguille aux filles. Les classes du soir donnent des cours de construction, de réparation de radio, de travail mécanique, de physique et de mathématiques. Quatre-vingt-douze étudiants en moyenne ont suivi les cours en 1954.

Education des adultes

Le Service extérieur du Collège universitaire des Antilles entretient une section et a détaché un pédagogue au Honduras britannique. Le Service enseigne l'art, les langues et les matières commerciales. En 1956, le premier étudiant du Honduras britannique a obtenu un diplôme du Collège universitaire et il a été chargé des fonctions de directeur d'études adjoint du Service extérieur.

Le fait nouveau le plus important survenu en 1956 dans le domaine de l'enseignement a été la revision du programme d'étude des écoles primaires par un expert de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Cette revision a conduit récemment à mettre davantage l'accent sur l'aspect pratique, notamment en ce qui concerne l'enseignement agricole.

En 1956 une subvention d'environ 107.000 dollars accordée au titre du développement et du bien-être des colonies a permis d'entretenir et d'améliorer les bâtiments scolaires, d'encourager la formation de personnel enseignant et d'accroître le nombre de manuels scolaires. D'autres sommes ont été affectées à l'augmentation des moyens de formation de maîtres et au Collège technique de Belize. Les dépenses afférentes à l'enseignement se sont montées à environ 474.000 dollars en 1956 contre 388.000 en 1954.

Ecoles

	<u>1947</u>			<u>1953</u>			<u>1956</u>		
	Publiques	Subven- tionnées	Non subven- tionnées	Publiques	Subven- tionnées	Non subven- tionnées	Publiques	Subven- tionnées	Non subven- tionnées
Ecoles primaires	3	75	33	2	93	27	2	98	32
Ecoles secondaires	-	-	5	-	-	5	-	9 <sup>a/</sup>	-
Collège technique	-	-	-	1	-	-	1	-	-
Ecole normale	-	-	-	-	-	-	1	-	1

a/ Y compris cinq écoles secondaires agréées.

	<u>Elèves</u>					
	<u>1947</u>		<u>1953</u>		<u>1956</u>	
	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>	<u>Garçons</u>	<u>Filles</u>
Ecoles primaires	10.707 <sup>a/</sup>		6.959	6.772	8.762	8.500
Ecoles secondaires	818 <sup>a/</sup>		481	483	637	582
Collège technique	-		46	19	87	31
Ecole normale	-		-	-	12	17
Enseignement supérieur à l'étranger	-			50		41

a/ Ecoles publiques et écoles subventionnées seulement.

Personnel enseignant

	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Ecoles primaires	304 <sup>a/</sup>	355
Ecoles secondaires	48	80
Collège technique	7	...
Ecole normale	...	...

a/ A l'exclusion des professeurs stagiaires et des élèves-maîtres.

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Le nouveau Baron Bliss Institute, auquel on a donné le nom de son bienfaiteur, a été inauguré officiellement en 1954. Il s'agit d'un bâtiment moderne en béton qui contient un auditorium, une salle de théâtre, une salle de conférences et d'autres installations. Des personnalités de passage ou locales y font des conférences; on y donne des concerts et des représentations théâtrales; le Festival d'art s'y déroule chaque année, et des groupes d'études s'y réunissent sous les auspices du Service extérieur du Collège universitaire des Antilles. L'Institut abrite aussi la bibliothèque centrale et la direction des services de bibliothèque. Un employé de la bibliothèque a obtenu un diplôme professionnel de la British Library Association et il est devenu le premier bibliothécaire à plein temps du territoire. Sans compter la bibliothèque pour enfants de Belize, il existe douze autres services de prêts de livres dans le territoire.

En 1956 il y avait trois quotidiens, alors qu'il n'y en avait qu'un en 1947; il existe six cinémas permanents, soit deux de plus qu'en 1947, et il y a 22 appareils de projection cinématographique dont 12 sont utilisés à des fins éducatives. Un musée a été fermé en 1956 faute de fonds. Le Service de l'information et de la radio, qui avait un budget d'environ 104.000 dollars en 1956, dont les deux tiers provenaient de subventions au titre du développement et du bien-être des colonies assure les émissions radiophoniques et s'occupe de l'information. Presque tout son personnel travaille à la station de radiodiffusion qui émet 35 heures par semaine; certaines de ces émissions sont en espagnol. Le prix élevé des postes récepteurs par rapport au revenu moyen de la population en limite le nombre qui était de 3.261 en 1956. Une des tâches les plus importantes du Service de l'information consiste à assurer le fonctionnement d'un cinéma mobile. Divers départements gouvernementaux patronnent de nombreux clubs de jeunes.

-----